

# MANIFESTE POUR LE RIF

UNE EXPRESSION MILITANTE DIASPORIQUE



*Manifeste  
pour  
le Rif*

**Une expression militante diasporique**

Mars 2021

ISBN : 978-2-9602439-2-5

Dépôt légal : D/2021/ Benyekhlef Fouad, Editeur

© Toute reproduction, en tout ou en partie, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de l'Éditeur.

*« Notre combat a donné aux Rifains une fierté, un espoir, une confiance en soi qu'aucune défaite ne pourra effacer. L'aspiration à la liberté et la détermination de notre peuple durera au-delà de la puissance de nos oppresseurs. »*

Abdelkrim El Khattabi



# *Préambule*



Nous, militants rifains diasporiques, prenons position, avec ce manifeste, pour saluer la cause de la population rifaine mobilisée depuis plusieurs années autour de ses revendications sociales, démocratiques et culturelles. Malgré la légitimité de ces revendications, malgré la justesse morale de cette cause, le Rif est l'objet d'une terrible répression de la part des autorités marocaines. Nous tenons à honorer les morts, qui n'étaient que de simples citoyens socialement engagés, et à témoigner notre solidarité fraternelle à l'égard des familles des victimes. Nous n'oublions pas les prisonniers politiques ou d'opinion, et leurs familles. Là aussi, nous voulons, par le cœur et par la pensée, être avec eux.

Mais, au-delà de ces considérations morales, dictées par notre conscience humaniste, et façonnées par notre culture, nous devons procéder à une analyse d'ordre politique, historique et philosophique de la situation rifaine. De plus, il nous faudra mettre en lumière les perspectives de la résolution de la « question rifaine », pour le bien de sa population, et dans l'intérêt de tous.

Les signataires de ce manifeste sont des militants - artistes, travailleurs, intellectuels - porteurs de sensibilités politiques variées. C'est pour cela que le texte que nous proposons à votre lecture, à votre réflexion, doit être envisagé comme une parole libre, ouverte, non dogmatique, susceptible de corrections et d'amendements. Nous ne sommes pas dépendants de telle ou telle organisation politique. Ce manifeste est une contribution au débat d'idées dans notre vaste population rifaine, et un outil de mobilisation sociale.

Non pour entretenir le ressentiment ou faire du Rif le foyer du trouble et de l'agitation. Mais au contraire, pour continuer inlassablement sur le chemin des générations passées qui toutes, les unes après les autres, ont voulu affirmer cet attachement aux valeurs traditionnelles rifaines, expression singulière des valeurs universelles, sur

la base desquelles chaque génération s'est efforcée à contrer un régime inique longtemps honni par la majorité de notre population. Un système de valeurs par rapport auxquelles notre militantisme va se situer dans sa lutte, signifiée à la fois comme une forme de subversion et comme une opposition à la domination. Notre présent manifeste tente de se saisir de ce cadre axiologique qui définit à la fois notre identité et nos valeurs, celles-là mêmes qui, aujourd'hui encore, guident notre démarche, notre action et nos revendications.

Loin de nous toute ambition de prendre le leadership de l'expression rifaine car nous considérons que cette prétention se conçoit comme une réduction de la diversité des positions. À l'inverse, nous souhaitons voir émerger une expression ouverte, plurielle et capable d'entretenir un dialogue serein sans discrimination, repli communautariste ou dérapage dans la violence. Nous espérons des médiations tendant vers des espaces de discussion pluralistes et inclusifs, capables de recueillir et de mettre en débat les différents points de vue sur la question rifaine au sein de la diaspora.

Dans ce sens, ce manifeste s'adresse à toutes les personnes sensibles à la défense de l'Etat de droit au Maroc, et, particulièrement, à celles et ceux qui sont soucieux de la condition rifaine actuelle et passée. Qu'ils soient responsables politiques ou citoyens engagés, ce texte est autant destiné aux uns qu'aux autres. Cela, pour les interpeller sur la situation spécifique du Rif, ignoré dans son existence même, soumis à des politiques moralement inacceptables et factuellement contestables. Nous avons donc, dans le cadre de ce manifeste, décidé de sortir des lignes strictement idéologiques. Ceci dans le seul but de ne considérer que l'intérêt général du pays et du Rif en particulier.

De plus, ce manifeste vise à offrir aux nombreuses voix éclairées et aux différentes convictions un espace pour

s'exprimer et converger dans un climat libre et démocratique. Notre ligne consiste à faire réémerger les revendications populaires - sociales, économiques et culturelles - portées par le mouvement contestataire dans le Rif. Du fait de leur caractère légitime, ces revendications, reflétant une large participation citoyenne, peuvent constituer sans équivoque les fondations de ce que la diaspora pourrait, dans un esprit démocratique, libre et ouvert, soutenir avec force et vigueur.

Il s'agit donc de défendre et même d'instiller l'idée qu'un changement est possible. Même si, à première vue, les obstacles paraissent d'autant plus insurmontables qu'ils s'additionnent aux rapports de domination liés à une sorte de dérive autoritariste chronique du pouvoir en place.

Face à notre volonté de promouvoir les droits humains ainsi qu'un État de droit dans tout le Maroc et dans la région du Rif en particulier, nous constatons l'existence de nombreuses difficultés à accéder à notre dessein. Parmi celles-ci, figurent deux phénomènes récurrents : l'un sur le plan culturel, car le Rif est une région amazighe qui souffre encore et toujours de la marginalisation culturelle, et l'autre sur le plan socio-économique qui affecte directement la population et nécessite une résolution ne pouvant émaner que d'une véritable volonté politique. En effet, bien que des réformes soient urgentes, le régime marocain semble ne procéder qu'à une timide opération de mauvais maquillage dans le but de convaincre la communauté internationale de sa volonté de changement alors qu'il n'en est rien.

Le Maroc a besoin, aujourd'hui, d'examiner son passé, de questionner son présent et de dessiner son avenir. En effet, la présence diasporique rifaine en Europe, non négligeable par son poids démographique, est elle-même la résultante d'une politique marocaine délétère régulièrement prise en défaut de respect des droits humains. Mais surtout, d'une situation de sous-développement, due à la corruption et à

l'indigence économique. Sans omettre le passé colonial et la dépendance qu'il crée avec l'Espagne ou ses enclaves.

Toutefois, on ne peut que constater l'absence de toute pression à l'égard de ce pays au double visage, comme atteint d'une dissonance cognitive. Il y a, d'une part, l'image positive, policée, démocratique promue à l'étranger. Et d'autre part, nous avons l'envers du décor que constitue le côté sombre du pays, à savoir : des arrestations arbitraires, un manque de liberté de la presse, une répression violente et une intrusion omniprésente d'un archaïsme dans les textes législatifs souvent liberticides.

Ainsi donc, à travers ce manifeste, nous tenons à dénoncer cette hypocrisie éhontée. Il est impératif que le Maroc, en tant qu'entité administrative, fasse correspondre la réalité citoyenne à l'image édulcorée de celle-ci qu'il tient à promouvoir à l'étranger.

Nous nous fixons les objectifs suivants : faire bouger les lignes, remobiliser des dynamiques diasporiques, adopter de nouvelles postures, sensibiliser et mettre en lumière la situation de même que la condition rifaine, dépasser les discours officiels fallacieux et autres propagandes du pouvoir en place, ébranler l'image négative du Hirak et les préjugés dégradants à l'encontre des Rifains, oser le dialogue avec le Maroc pour lui exprimer ce malaise, lui témoigner notre indignation. Mais surtout, ajuster les orientations pour s'adapter aux nouvelles données et apporter des pistes ou solutions nouvelles. Pour qu'un changement s'opère et s'installe de manière pérenne.

Pour le Rif, pour le Maroc, contre l'autoritarisme.

# *Introduction*



« Neccin nxis a niri! », « Nous voulons exister ! » Plus qu'un simple slogan, cette expression reflète la volonté intime et profonde portée par des milliers de Rifains à travers la diaspora. D'ailleurs, l'une des causes principales de sa présence massive en Europe est son rejet d'un autoritarisme qui demeure dans le déni de l'existence même du Rif en tant que région et des Rifains comme population à l'histoire particulière.

Celle-ci cultive cet ancrage, cette dignité et cette force si prégnante dans les « dchars », les villages, comme pour rappeler son attachement envers sa terre et sa liberté à l'égard des Hommes. Loin des principes purement théoriques, il est important de considérer l'esprit rifain qui s'est modelé au travers de réalités locales rudes et une connexion directe au patrimoine : autrement dit, ils savent où ils sont, ils ont les pieds sur terre, celle qu'ils ont toujours cultivée et défendue.

La culture rifaine est, pensons-nous, un repère primordial dont la force est insoupçonnée. Une sorte de paix intérieure que rien ne trouble, inébranlable, à l'image de ces majestueuses montagnes du Rif. Une vie sereine qui se contente de ce que la nature lui offre et n'a aucune volonté ni de dominer l'autre ni d'instrumentaliser ses convictions.

C'est la juste réalité du quotidien de la terre rifaine. Des habitants libres parce que fidèles à eux-mêmes, à leurs valeurs. Réclamer leur droit à une existence, dans la dignité, c'est opter pour l'authentique, c'est expérimenter la voie de l'autonomie individuelle et collective dans un contexte de liberté et de créativité.

Une liberté tant espérée, et aspirée, mais qui s'est maintes fois confrontée à une politique spécifique du pouvoir en place au Maroc qui semble avoir toujours considéré cette population comme hostile. Cette situation s'explique par le fait que cette dernière s'est, de tout temps, refusée à ce qui est imposé de force ou avec violence.

La question qu'il convient dès lors de se poser est la suivante : qui est véritablement hostile à l'autre ? Qui a usé de l'injustice et de la tyrannie à l'égard de l'autre ? Une chose est certaine, les Rifains n'ont jamais eu de visées tutélaires ni l'intention de soumettre qui que ce soit. En revanche, notre population vit très mal le mépris, l'injustice et la brutalité. D'ailleurs, quel peuple libre trouverait cela acceptable ?

Pour n'évoquer que l'histoire contemporaine, le peuple rifain n'a cessé d'être victime tantôt des prétentions impérialistes coloniales, tantôt de la politique sinistre du pouvoir en place marocain. Que de guerres, de violences, de misères et d'horreurs. Cette histoire a marqué et marque encore chaque génération de Rifains.

Le vécu, le subconscient, les séquelles morales influencent et façonnent toujours les individus. Or, cette répression extrême est niée par beaucoup alors qu'elle se poursuit de nos jours. Que confisquer à un peuple pour mieux l'étouffer ? Son expression, son existence ! Or, les habitants du Rif ont maintes fois connu cette privation du droit à la parole ou simplement celui d'exister comme ils l'ont toujours exigé : c'est-à-dire d'exister comme libres.

Notre peuple est traumatisé par des années de répression, de révoltes et de sévices. Comme si chaque génération rifaine avait voulu signifier son désaccord et rappeler son attachement à la liberté d'exister. Sans pour autant tomber dans le défaitisme, ni sombrer dans la résignation ou le désespoir.

Les Rifains, en tant que peuple de la terre, savent attendre le printemps en toute confiance et faire preuve d'une grande solidarité face aux catastrophes ou aux pressions extérieures. Car le récit rifain est précisément construit à partir de son passé riche d'expériences et repose sur l'intime conviction que la lutte est nécessaire. Si le refus de

soumission fut bel et bien le moteur de l'action, la fraternité - entre les individus, entre les groupes, entre les villages, entre les tribus, en se confédérant - fut sans doute le lien indispensable contre la persécution et les tentatives de réduire le Rif à l'impuissance politique, à l'oppression ou encore à l'exploitation.

Néanmoins, l'insoumission a un prix, car chaque révolte finit toujours par être matée dans la violence. Après l'insubordination, réprimée parfois par la mort, le Rif a systématiquement été écrasé par une politique sécuritaire féroce.

La diaspora rifaine n'étant qu'une conséquence des politiques du pouvoir en place. Celui-ci a notamment cherché, de tout temps, à prévenir toute révolte en poussant cette population vers l'émigration. Une manière cynique de se débarrasser d'une population jugée menaçante. Précisément, une tentative de bannir, en masse, une population d'insubordonnés que rien n'a pu réduire à la soumission.

Car nombreuses sont les situations particulièrement difficiles auxquelles le Rif doit faire face aux niveaux social, économique ou sécuritaire. Ce qui les contraint à partir, en masse, vers les pays de l'Europe occidentale. En outre, les récentes traversées clandestines des militants du Hirak s'inscrivent dans cette triste continuité : fuir la répression pour espérer trouver un havre de liberté et de justice, d'où continuer à réclamer un changement.

Aujourd'hui, une nouvelle ère de notre histoire s'est ouverte. Le Rif peut compter sur ses enfants restés sur leur terre et une diaspora au sein de laquelle rejaillit avec force l'amazighité qui coule de partout : des montagnes du Rif au cœur de l'Europe.

Une ère qui refuse l'incrimination du recours à la contestation. Une époque qui ne peut accepter d'un pouvoir

en place qu'il condamne les enfants du Rif à être privés des libertés les plus élémentaires, du développement humain, de l'émancipation culturelle et de l'accès aux biens essentiels à la population. Nous ne pouvons plus nous contenter de réformettes ainsi que d'annonces, il convient d'exiger nos droits et de montrer les limites des législations marocaines. Aujourd'hui plus qu'hier, nous sommes convaincus que nous en avons les moyens.

Si la classe politique prédatrice patauge dans la médiocrité, laquelle se réduit à servir ses propres intérêts plutôt que l'intérêt général, alors il est du devoir, et même de l'obligation des Rifains d'assumer toutes leurs responsabilités de citoyens pour faire évoluer la société au bénéfice de tous. En ce moment décisif du devenir de la nation, il convient de se dresser contre les injustices indignes ainsi que de mettre fin à toute tentation d'abuser du pouvoir.

Si le pouvoir en place a maintes fois tenté de dompter le Rif en le piégeant entre le marteau de sa répression et l'enclume de l'exil, ce piège se referme aujourd'hui sur lui. Des enfants déracinés, Européens d'adoption, biberonnés aux traditions rifaines, éduqués à l'esprit critique, et dont la démocratie demeure le modèle le plus naturel.

Nous, membres de la diaspora, réduits le plus souvent à n'être que source de devises pour le pays, sommes concernés par l'avenir de notre pays, et de celui du Rif en particulier.

Le pouvoir en place doit être prêt à entendre une critique honnête, franche et constructive des dysfonctionnements de ses institutions. Car si les Rifains tiennent à leur passé en entretenant leur mémoire culturelle, ils ambitionnent également de faire évoluer la situation socio-économique, aujourd'hui détenue et gérée par d'autres qu'eux, de leur terre d'origine pour laquelle ils éprouvent un amour certain.

Loin des discours et promesses politiques dans l'urgence, uniquement avec le but de démobiliser et stopper les manifestations, qui font malheureusement suite à beaucoup d'inaction, le constat dressé démontre que L'Etat marocain est loin, pour le Rif, de posséder un véritable projet régional de développement stratégique et qui implique les principaux intéressés. Nous appelons à un changement radical dans les politiques concernant le Rif et sa population : il est temps de redéfinir l'avenir d'une région, de sa population, et considérer toutes les dynamiques qui se manifestent et qui convergent dans un même sens, celui de la nécessité d'une véritable stratégie globale, participative et démocratique pour l'ensemble du Rif.



*Chapitre 1*  
*Hirak du Rif, une*  
*étape clé*



Le 28 octobre 2016, date de la mort de Mohsin Fikri, a sonné le réveil d'une vague d'indignation dans la région du Rif mais aussi dans plusieurs grandes villes du Maroc et d'Europe. Le mouvement citoyen, qui a débuté à la suite de cet événement, le Hirak, a marqué l'histoire récente du Maroc, en transition précaire, depuis une dizaine d'années vers un Etat plus démocratique.

Le Rif est la région du Maroc qui a été témoin de cette mouvance populaire. Forcément, elle est l'une des plus pauvres du pays et connaît l'un des différentiels des richesses et développements les plus importants. Le taux d'analphabétisme demeure très élevé. C'est également une région qui connaît un important taux de chômage et qui se trouve confrontée à une hausse de prix des denrées alimentaires de première nécessité.

Il n'est pas erroné de dire que le Rif éprouve un retard dans le processus de modernisation qui traverse tout le Maroc. Non par refus, mais par absence d'autonomie politique et sociale ainsi que simplement du fait que si peu y est entrepris.

La plupart des revendications du Hirak ont d'ailleurs été moins d'ordre politique - dans le sens conventionnel du terme - qu'un appel à investir dans les infrastructures et les services publics, ainsi qu'un désir de reconnaissance et de considération de la part du pouvoir en place.

Or, il devient important de proposer un nouveau projet de société. Pour y réfléchir et dépasser le stade actuel, il est impératif de déverrouiller la pensée car il n'y a aucune raison que la situation actuelle soit immuable ou que la région soit condamnée à n'évoluer que dans ce sens, comme s'il s'agissait d'une sorte de verdict qui s'imposerait et avec lequel nous devrions obligatoirement composer.

Il y a urgence à proposer un autre avenir en agissant exactement de façon inverse puisque l'équation actuelle ne

fonctionne pas. Les enjeux sociétaux actuels au Maroc obligent à faire converger toutes les actions vers une transition démocratique, culturelle et sociale. Celle-ci ne peut s'opérer que si nous nous assurons qu'elle est juste et inclusive. Il est donc essentiel de nous attaquer, et cela, dès aujourd'hui, à la construction collective d'un récit mobilisateur : le Hirak en fut un par excellence.

Certes, le levier que fut le Hirak ne peut être, à lui seul, l'outil du redressement de la région. Il a été un moyen de pression, une force de proposition. Surtout, lorsque tous les autres moyens semblent, aujourd'hui encore, ne plus fonctionner et que donc la mobilisation des individus devient nécessaire pour faire bouger les lignes.

Étant donné la prégnance dans le débat public marocain de certains carcans, les conduisant de crise en crise, l'imagination d'une autre vision nationale passe inévitablement par un questionnement en profondeur du logiciel politique marocain. En effet, il s'agit d'amorcer la réflexion pour penser un changement radical tout en faisant barrage aux extrêmes.

Si le Rif a longtemps été dénigré, celui-ci a malgré tout été la source d'un renouveau et le déclencheur d'une conscience politique qui réclame avant tout un nouveau modèle de société dans lequel l'individu, le citoyen, de façon individuelle et collective, devient l'entité principale qui sait s'extirper de toute bureaucratie ou partitocratie pour lancer des chantiers d'idées et remettre à l'ordre du jour les questions sociales et culturelles.

Nous croyons en l'importance de la mise en place d'un changement culturel pour revenir à nos valeurs et construire une société différente. Cela vaut pour le Rif mais également pour le Maroc entier. Il n'est pas question ici de slogan ou de bons sentiments, mais de bien plus. Il s'agit d'entreprendre ou plutôt de continuer et d'approfondir un travail entamé avec le Hirak du Rif. Cela, pour faire preuve

de résistance, construire ensemble et surtout militer pour un changement social et sociétal.

Nous, Rifains de la diaspora, vivons cet état des choses à l'aune de notre expérience et de notre vécu dans des sociétés jouissant de libertés démocratiques très avancées. Nous savons que la satisfaction des réclamations socio-économiques ne peut se réaliser en dehors de la satisfaction des revendications démocratiques et culturelles.

Si, en 2011, l'adoption d'une nouvelle constitution à la suite des protestations lancées par le Mouvement du 20 février est une preuve d'un relatif succès, le Hirak est quant à lui à l'origine de plusieurs chantiers en cours actuellement. Ce qui légitime les revendications portées, même s'il convient de reconnaître que le pouvoir en place est demeuré sourd face à l'essentiel des revendications du Mouvement 20 février, mais également du Hirak.

Ce texte constitue donc un appel à de nouvelles formes de lutte plus conscientes. Pour obtenir de nouvelles configurations politiques et une base de réflexion à des alternatives de gouvernance dont les bénéficiaires sont, avant tout, les couches sociales les plus exposées à la précarité.

Une démarche qui, en se basant sur une vision rationnelle, s'insère dans la volonté de procéder à un saut qualitatif pour freiner le processus de démobilité et refuser de céder à la tentation défaitiste. Car la volonté de changement est encore présente dans la quasi-totalité des couches populaires, ici, là-bas et ailleurs.

Aussi, la question même de l'émancipation des Rifains est vraiment loin d'être résolue. Il convient de s'attacher à décrypter les différents mécanismes persistants d'infériorisation des Rifains : des humiliations subies, passées ou récentes, de l'habitude à se retrouver dans un contexte de difficultés dans divers domaines, de l'inégalité

dans l'accès aux droits les plus fondamentaux, de la censure, et des injonctions à respecter le modèle dominant ; voilà l'infériorisation que nous gardons toujours en nous, tout en la refusant.

Il va de soi que doit arriver ce moment de vérité, de reconquête de la fierté et de la dignité : le cœur même de tout mouvement. En parallèle, opérer une tentative de déconstruction de l'image toute faite du Rifain, prétendument replié sur lui-même, qui ne souhaiterait pas de changement.

Or, cela est faux et cette affabulation trouve même sa source dans une stratégie politique et discursive qui tente, en jetant l'anathème, d'échapper ou de justifier les causes profondes des soulèvements et des contestations dans le Rif. Occultant ainsi une histoire fondée sur la résistance, réfractaire au soumissionisme, mais axée sur la volonté d'un changement social et sociétal.

Nous ne pouvons qu'appeler à écrire une page nouvelle de l'histoire du Rif, qui mêle luttes sociales, refus de résignation et de mépris. Un Rif qui met en avant ses potentialités émancipatrices, subversif à l'égard d'un ordre social qui n'est qu'une structure reproductrice d'inégalités, garant d'un modèle caduc et rétrograde.

Il est temps d'observer ces réformes dans la réalité concrète et non simplement sur des textes ou des intentions politiques ou législatives. Certes, nous sommes bien conscients du grand écart entre textes de loi et réalité quotidienne.

Si les différentes vagues de contestation à travers l'histoire contemporaine du Rif ont suscité de l'espoir puis de la déception, il est plus qu'important d'entretenir l'idée réelle et réaliste qu'un nouveau projet de société touchant tous les aspects de la vie des citoyens reste indispensable voire une priorité absolue. Car, à terme, ce projet inversera

incontestablement les rapports de force en écartant les acteurs exclusifs traditionnels et sclérosés pour faire prévaloir l'aspiration des individus et leur réalité sociale.



## *Chapitre 2*

*Pour les principes de  
liberté, de dignité et de  
justice sociale*



Notre objectif est d'appeler à un processus d'évolution et à procéder à des aggiornamenti politiques et stratégiques majeurs.

Il faut oser le dire, malgré le contexte actuel et les craintes, des avancées en matière de liberté, de dignité et de justice sociale sont nécessaires. Si ces trois principes furent les slogans des militants, c'est afin que l'Etat prenne acte de l'existence de ses anachronismes politiques avérés et de leur caractère négatif en termes de développement, de justice, de paix sociale et des avancées sociales.

Nous ne pouvons qu'exhorter la société civile, de la diaspora aussi bien que dans le Rif, à faire pression sur l'Etat, pour son bien, dans son intérêt. Pour ce faire, il ne faut pas céder au fatalisme. Un militantisme construit sur la conviction que le changement est possible et réalisable. Loin de la posture utopiste, l'idée est de défendre des convictions tout en les inscrivant dans le réel.

Il est possible d'instiller un renouveau pour le Rif et sa diaspora, avec des réflexions politiques neuves, des transformations sociales essentielles au bien-être de la société en général.

En cela, plaider pour l'abolition, pacifique et démocratique, des autorités de superposition, structures autoritaires et hiérarchiques héritées du féodalisme : rien ne doit faire écran entre le citoyen et l'Etat de droit fondé sur les principes de la liberté, des droits de l'individu et d'une répartition équitable des richesses.

Nous appelons au respect strict des droits humains indivisibles, interdépendants et universels ; dans un cadre global de défense de la liberté collective et individuelle. Chaque individu doit être entièrement libre, de sa conscience, de sa raison, de ses orientations diverses et variées, de ses choix et de ses idées. Il a le pouvoir de les exprimer publiquement, sans craindre pour sa personne, sa

dignité ou sa liberté. Une nécessité absolue de s'ériger en société libre, égalitaire et moderne. Dans laquelle chaque citoyen peut vivre dignement, s'affirmer, s'exprimer, réaliser ses aspirations et sortir de l'intimidation pour entrer dans une logique d'avancements : au diapason avec l'évolution de sa population.

Développer et tenir compte, coûte que coûte, de la culture de la critique du pouvoir, surtout la critique virulente envers les politiques liberticides et discriminatoires qui se fondent sur des traitements différenciés. C'est cela le baromètre de la maturité politique et démocratique d'un Etat. Car il ne s'agit pas d'ambitionner des formes de compromis plats et mous.

Les Rifains aspirent à promouvoir dans leur région les valeurs qu'ils estiment positives. Celles-ci sont à la base des revendications portées par cette population. Cette dernière a su se construire autour d'elles, en ne réclamant que l'égalité, la dignité et la justice sociale.

Il faut aussi rappeler que si la société civile rifaine reste et demeure dans une posture défensive, nous ne pouvons que comprendre cette tactique car elle doit arracher toutes ces revendications à un régime qui ne fait aucune concession sans en être tenu. Pire, il peut aller jusqu'à malmener ou emprisonner s'il s'estime en danger.

C'est justement là où nous pouvons remarquer les limites du discours sur les libertés et sa traduction dans le réel : des violences, des interpellations et des condamnations ont toujours lieu.

Cela, malgré le mot d'ordre pacifiste et l'attachement au pacifisme de la population du Rif dont le slogan phare fut « silmiya ». Malgré le fait que les Rifains, même excédés, se sont toujours refusé à franchir le cap de la violence, eux.

Tout se déroule comme si le message délivré est qu'aucun droit ne pourra s'arracher au Makhzen sans passer ces cycles de violence et de répression.

Ce dernier joue la montre, et mise sur l'exaspération pour engendrer au sein de la population rifaine une réaction qui légitimerait son oppression. Or, les Rifains, au travers d'une lutte basée sur des principes nobles, ont toujours su éviter ces pièges sournois.



## *Chapitre 3*

# *Pour l'autonomie et le fédéralisme*



Nous pensons qu'il est important de clarifier et de revenir sur une volonté qui existe depuis des décennies mais qui est sans cesse mal comprise, voire instrumentalisée pour mieux la diaboliser. En effet, les relations entre le pouvoir en place et le Rif sont chroniquement conflictuelles. Au-delà de l'aspect historique, la région cristallise deux types de tensions existant au Maroc. La première oppose un pouvoir ultra-centralisé à la région du Rif, sans compétence ni même d'existence véritable, la seconde s'enracine dans la spécificité culturelle de cette région.

Si l'accusation sempiternelle est celle de porter atteinte à la sûreté de l'État, il faut avouer que cela ne repose sur rien. Ou alors, sur de l'incompréhension, sur un procès d'intention, ou pire, sur une volonté de diabolisation : on a prêté aux Rifains des volontés diverses là où il ne pouvait y avoir qu'un simple message de résistance, de dignité ou encore de volonté d'être considérés en Rifains, justement, avec cette autonomie régionale, culturelle et individuelle.

Car non, les Rifains ne font pas peser une « menace » sur « l'unité nationale » lorsqu'ils réclament une autonomie régionale, ni ne sèment la discorde ou la « fitna » lorsqu'ils appellent à plus d'autonomie sur le plan individuel. Une autonomie individuelle qui ne fait que renvoyer aux droits individuels en général et au respect des droits de l'Homme, au droit d'exister libre de ses opinions et de sa culture propre séculaire.

En parallèle, réclamer plus d'autonomie, de régionalisation, de fédéralisme ou de décentralisation n'empêche pas une solidarité transrégionale. Les Rifains l'ont d'ailleurs prouvé et ont toujours participé aux mouvements socioculturels nationaux. Il s'agit d'une prise de conscience, avoir la conviction que le Rif n'a d'avenir que par la prise en main de son propre destin. Nourrir cette aspiration profondément ancrée en chaque Rifain ne devrait pas les stigmatiser comme ennemis intérieurs mais comme avant-garde d'un

renouveau pour le pays, renouveau qui puise dans les racines ancestrales et culturelles de la région.

Nous pensons qu'une des pistes de solution à privilégier est celle des avancées pacifiques qui ont su se construire, malgré des différends, sur une union qui prend en compte et reconnaît les particularités de ses composantes. Un pacifisme dans la gestion des clivages. Passer d'un pays centralisé vers une forme de gouvernance offrant plus d'autonomie aux régions, après les avoir reconnues officiellement, par étapes successives, répondant ainsi aux revendications rifaines, tant sur les plans démocratique et social que culturel.

Certes, des acquis existent. L'emploi des différentes langues usitées dans le pays est maintenant officieusement reconnu mais demeure négligé. De plus, dans les faits, l'arabe est la langue officielle, celle des documents administratifs ou encore des lois. Puis, il y a le français qui garde une place prépondérante, véritable legs colonial, cette langue reste prisée de la bourgeoisie, surtout compradore, et des notabilités marocaines. Combiné à un contexte socialement difficile, au fait de se faire administrer, juger ou encore commander dans une langue qui n'est pas la sienne, cela n'a contribué qu'à amplifier un profond sentiment de non-reconnaissance de cette part de la population. C'est ainsi notamment que s'est amplifié l'engouement des expressions rifaines contestatrices puis des mouvements exigeant des revendications spécifiques.

Néanmoins, l'élan rifain ne s'arrête pas aux seules demandes relatives à la linguistique mais connaît une évolution. Celle-ci passe par la réclamation de droits individuels, l'usage de la langue au quotidien, à la prise de conscience de leur existence en tant que Rifains à travers leurs revendications démocratiques, sociales et culturelles. Ainsi donc, une volonté d'autonomie culturelle se combine à une demande d'autonomie régionale, c'est à dire une véritable décentralisation, via la fédéralisation de l'Etat. De

même qu'à une régionalisation du Rif, élargie et avancée, pour pallier une situation économique particulière dans le Rif. Une économie régionale dépendante des transferts de sa diaspora, dont l'emploi salarié est plutôt rare, une propension au fonctionnariat, de rudes conditions géomorphologiques et cet héritage de relations conflictuelles avec le pouvoir en place.

D'où la nécessité de repenser la gouvernance et les politiques propres aux régions dans les domaines relevant des compétences qui devraient être les leurs. Une voie qui permet de maintenir une certaine solidarité et faire ainsi barrage à toute forme d'extrémisme.

Une autonomie avec ses principes fondamentaux (démocratie, fédéralisme, justice sociale), qui ne peut que s'inscrire dans le sillage de la politique de décentralisation annoncée, avec pour corollaire des réformes institutionnelles. Ainsi, nous invitons à dépasser les revendications stricto sensu identitaires pour les élargir à différentes luttes socioculturelles avec un horizon politique.

Nous envisageons la reconnaissance du Rif comme une région à part entière : avec sa langue (dans un contexte de bilinguisme), sa culture et son histoire. Mais également à ce que ledit Etat considère les Rifains comme faisant partie d'une composante culturelle et linguistique historique dont il a le devoir de protéger la langue, la culture et l'histoire.

Cela étant, il convient de souligner que la composante rifaine se retrouve et se fédère autour de sa langue et de sa culture, ces dernières renvoient indubitablement à une dimension géographique, peu ou prou à une aire linguistique, surtout lorsque l'on considère que la « langue est une façon de penser et de sentir l'espace ».

D'où l'importance de penser le Rif conjointement au travers de sa langue et de sa géographie suivant un double mouvement vers l'autonomie : du Rifain, en tant que citoyen

avec ses spécificités propres, et du Rif, en tant qu'espace ethno-géographique historique.

Le Rif, son essence même, en tant que territoire, langue, culture, a toujours joué, dans la conscience rifaine collective, un rôle essentiel dans la construction de l'identité et de la transmission de la mémoire. Non pas dans une logique de confrontation entre la composante rifaine et l'Etat, mais dans un mouvement émancipateur ayant pour objectif la défense et la promotion d'une langue, d'une culture et d'un territoire.

Si l'espace ethno-linguistico-minoritaire rifain est un fait territorial, reste à l'Etat marocain d'appréhender d'une façon radicalement différente l'existence de ce territoire et d'entamer un processus de reconnaissance politique, et le découpage administratif qui le sous-tend, afin de rétablir l'unité historique (ou administrative si l'on considère la période coloniale) du territoire de référence dans lequel les Rifains se reconnaissent et s'inscrivent. Nous sommes convaincus que la délimitation d'un territoire de référence pour la composante rifaine est l'enjeu central. Cependant, il existe trois courants :

Pour certains militants, la langue rifaine constitue exclusivement l'indice de référence et permet de délimiter les frontières du Rif. C'est donc, pour eux, sur la base du critère linguistique qu'il convient d'établir l'existence du Rif. Ce tracé correspond sommairement à un regroupement des 6 provinces actuelles : celles d'Al Hoceima, de Driouch, de Berkane, de Taza, de Guercif et de Nador.

Pour d'autres, davantage partisans d'un bilinguisme régional, c'est la légitimité géographique qui est à prendre en considération. En effet, il s'agit de considérer le Rif administratif tel que le colonisateur espagnol l'a considéré et qui concorde approximativement avec la chaîne montagneuse du Rif.

Enfin, il y a ceux qui souhaitent mettre en avant le Rif historique précolonial, plus étendu. L'objectif, pour eux, étant de souligner que les frontières coloniales ont davantage divisé les populations rifaines. Les frontières coloniales sont présentées, soit comme un obstacle à la réunification du Rif, soit comme le péché originel de la division du Rif.

Quoi qu'il en soit, une délimitation précise et légitime du Rif, en concertation avec les populations locales, ainsi que sa reconnaissance légale sont une étape indispensable. L'objectivation cartographique est un acte politique que les Rifains attendent du Maroc et un geste capital qui permet à une population rifaine de se sentir reconnue mais surtout protégée tout en s'inscrivant dans une unité nationale.

La reconnaissance du Rif en tant qu'entité administrative et région délimitée et reconnue légalement est une phase indispensable. En effet, à chaque crise dans la région, le morcellement et la segmentation du Rif ne permet pas de répondre à ses besoins ni de considérer de façon globale les problématiques propres à cette région fragmentée car victime de tracés qui ne reposent sur rien et qui n'ont aucune légitimité historique ou ethnique. La prise de conscience rifaine, surtout depuis les récents mouvements, de la condition de minorité s'opère en même temps que des mutations d'ordre économique et social.

Si le Maroc défend, depuis l'adoption de sa nouvelle constitution, une décentralisation au travers d'une régionalisation avancée. Et si l'on prend en compte ses annonces et propositions d'autonomie des provinces du Sud. Alors, nous ne pouvons que saisir cette occasion favorable et appeler à l'égalité de traitement en réclamant, dans la foulée, l'autonomie des provinces du Nord et la reconnaissance du Rif en tant que Région à part entière et non entièrement à part.

Puis, si le Maroc promet également un développement ainsi que des investissements, il convient plutôt d'exiger le développement humain et durable prospère tant souhaité qui ne peut aller de pair qu'avec une gouvernance basée sur le respect de la réalité socioculturelle de chaque région et la gestion de chacune pour ce qu'elles sont dans les faits, et non sur papier.

Certainement, il est judicieux de proposer des alternatives aux options politiques actuellement dominantes. Surtout dans ce contexte qui voit croître des volontés autoémancipatrices de la part de collectivités qui ont pris conscience d'elles-mêmes et du rôle qu'elles pouvaient jouer : le Rif en est l'exemple par excellence. Victime donc d'un découpage territorial qui ne suit aucune logique si ce n'est celle de sa dislocation, d'une politique économique bancale et d'un véritable manque de reconnaissance historico-linguistico-culturelle, cette région du Rif semble sclérosée. Ses habitants se voient donc réclamer une reconnaissance de leur région, de leur composante, et se sont mis à développer une conscience, une communauté rifaine à travers leurs revendications.

Concomitamment, ils estiment devoir jouer un rôle et être responsabilisés quant aux défis socio-économiques de leur région engluée dans une situation de précarité permanente. Ainsi, chaque composante sera appelée à déterminer par elle-même et pour elle-même ses choix dans une synergie profitable à l'ensemble de la société. Trouver des solutions nouvelles à ses problèmes récurrents afin que le pays entier puisse aller de l'avant.

Il ne faut surtout pas y voir une volonté de nourrir des discours ou postures de rupture, mais une mobilisation pour une nouvelle définition de la démocratie : une pratique de la démocratie plus directe, ce qui facilitera également la demande populaire d'égalité sociale qui s'articule avec les dimensions régionale, nationale et transnationale, hors des contraintes tutélaires de l'administration ultracentralisée.

## *Chapitre 4*

*Pour reconnaissance et  
une renaissance  
culturelle*



La présence des Amazighs dans cette région est millénaire et a marqué profondément la région. Des royaumes de l'Antiquité romaine aux dynasties de l'époque islamique, nombreuses ont été les entités amazighes qui se sont succédé sur ce sol d'Afrique du Nord.

Si d'aucuns avancent encore de nos jours des théories fantaisistes qui prétendent donner aux Amazighs des origines diverses, l'origine yéménite étant la plus fréquemment évoquée, la motivation de ces théories est avant tout idéologique. En effet, attribuer aux Amazighs indigènes une origine étrangère pour mieux légitimer sa propre présence et sa volonté de domination pour faire oublier son statut de conquérant en Afrique du Nord, voilà le dessein de certains.

Au-delà des propagandes qui ne reposent sur rien, il est judicieux de revenir à l'histoire. Que ce soit en se référant à Tércence, Apulée et Saint Augustin, ou encore à, Tariq ibn Ziyad, Youssef ben Tachfine et Ibn Battûta. Les populations amazighes apportèrent indéniablement une contribution aux différentes civilisations auxquelles elles ont appartenu au cours du temps. Et c'est justement cet esprit amazigh qu'il convient de souligner car celui-ci a pour caractéristique de procurer son apport civilisationnel sans pour autant s'oublier ou se perdre.

Ainsi, l'islamité n'étant pas un marqueur ethnique, mais bien culturel et spirituel, il n'a aucunement gêné les habitants des régions amazighophones et en particulier les Rifains. Ces derniers n'ayant jamais hésité, d'ailleurs, à se réclamer de cet héritage musulman.

Dans l'histoire récente, nombreuses sont les figures rifaines à avoir mobilisé l'islamité contre l'agression colonialiste. En effet, durant les années sombres du colonialisme espagnol, la population rifaine a résisté grâce notamment à son attachement à son amazighité et en puisant dans son islamité. L'attachement à la culture rifaine et à sa fidélité à

la tradition musulmane furent un moyen qui permit sa survie historique, sa continuité dans le temps.

La dimension culturelle rifaine et l'islamité traditionnelle de cette région ont été de formidables catalyseurs de cette résistance à l'oppression colonialiste. Le souligner, c'est rappeler l'importance des enjeux que représentent la mémoire, la culture, la langue et l'islamité : ces éléments constituent le socle même de ce qu'est la Rifainité.

Cependant, la culture rifaine semble avoir été réduite par le pouvoir en place à un folklore voué à disparaître avec le temps. Ce qui doit pousser les habitants à entretenir leur culture, rattachée au passé, tout en la transmettant aux générations nouvelles. Outre les conséquences de l'exil de masse, la population rifaine semble concomitamment s'éloigner de sa capacité à se recréer, à se régénérer sa culture.

Dès lors, nous tenons à nous mobiliser pour œuvrer à une renaissance socio-culturelle rifaine. Cela, aussi parce que nous sommes déterminés à ne pas nous complaire dans une posture victimaire dans laquelle beaucoup voudraient nous enfermer.

Soulignons que cette renaissance se doit de fixer deux grandes orientations, complémentaires l'une de l'autre :

D'une part, valoriser la mémoire historique, la dimension patrimoniale du Rif : dans le double aspect du patrimoine matériel et immatériel.

D'autre part, cette renaissance socio-culturelle est à considérer comme étant une valorisation des diverses dimensions du Rif : dont notamment les dimensions amazighe, musulmane et ou encore universelle. La vocation de cette renaissance socio-culturelle rifaine est de montrer que le Rif a une vocation d'inclusion de ces diverses dimensions.

Assurément, il n'est pas exagéré d'affirmer que l'Etat marocain a trop souvent tendance à limiter le patrimoine rifain à l'artisanat : des ustensiles de cuisine aux habits traditionnels. Tout en délaissant un patrimoine, plus riche encore, et bien plus vulnérable, qui disparaît progressivement. De la mosquée rurale d'Adouz, aux vestiges de Badis, ou encore l'enceinte médiévale d'Al-Mazamma, en passant par les reliquats de la République d'Abdelkrim El Khattabi. Les conséquences sur le patrimoine rifain antique, médiéval ou plus contemporain sont d'ores et déjà très importantes.

Mais aussi, sauvegarder un patrimoine immatériel négligé. Le Rif est riche de ses traditions, toujours vivantes, héritées de nos ancêtres. Parmi celles-ci, des pratiques sociales séculaires, des rites culturels et des cérémonies ancestrales qui viennent rappeler des temps bien plus glorieux.

Comment ne pas puiser dans ce patrimoine, d'en retenir le plus bénéfique de cette histoire. Cela, à la fois en opérant un retour aux sources et en stimulant une dynamique d'innovation. Ainsi, espérons-nous assister à une vraie renaissance socio-culturelle rifaine, à une prise de conscience de ses spécificités et à une revendication de ses droits à la différence.

Concernant la langue rifaine, si elle continue d'être en usage au sein de la population originaire de cette région, aussi bien son enseignement que sa pérennisation semblent poser un problème. En effet, si la constitutionnalisation de l'amazighité au Maroc de même que son officialisation sont des avancées, l'enseignement de la version ressuscitée de « tamazight » semble entraver la langue rifaine plus légitime et ancrée dans la région.

La reconnaissance institutionnelle et l'enseignement de la langue et de la culture rifaine dans le système éducatif marocain, également en faveur de la diaspora, deviennent

donc urgents. Surtout lorsque nous considérons que quasiment la moitié de la population rifaine vit en Europe occidentale.

Si pour certains, réclamer l'enseignement de la culture et de la langue rifaine apparaît comme une provocation, il est important de rappeler que l'Etat doit œuvrer, comme il le prétend publiquement, à la préservation des différentes cultures et langues du territoire national, comme étant des parties intégrantes de l'identité culturelle marocaine unie.

À la question de savoir s'il est possible de défendre à la fois une fraternité transrégionale et le pluralisme des langues ancestrales, dont, en l'occurrence, le rifain, il va sans dire que la réponse ne peut qu'être affirmative.

Pour cela, sont primordiales honnêteté et clarté quant à deux aspects fondamentaux :

- Le premier consiste à s'opposer et à faire barrage aux idées racistes et à celles de division. La vision du présent manifeste se refuse à toute intolérance raciale ou à un quelconque prétendu chauvinisme sectaire.

- Le second tient à clarifier la place de la langue arabe et la culture musulmane. Notre position invite à sortir du dualisme conflictuel « arabe/amazigh », amplifié par le pouvoir en place marocain, simplement en rappelant l'importance de chacune de ces langues et sans les opposer.

Ceux qui se hasardent à opposer la langue arabe aux langues amazighes régionales tombent davantage dans une sorte d'agitation politique qui ne sert personne et dessert ceux qu'ils prétendent défendre. En ces temps de transition pour le Maroc, après plusieurs années d'errements, le véritable défi est de rassembler les forces vives autour d'un projet fédérateur, à la vision claire et aux objectifs honnêtes.

Le développement de courants extrémistes nous pousse à nuancer nos aspirations et à recouvrer un rôle d'avant-garde. Notre ligne consiste à revendiquer des spécificités sans pour autant sombrer dans le repli, à demander la reconnaissance dans les faits d'une langue sans pour autant tomber dans le dénigrement de l'arabe qui nous a servi et nous sert encore aujourd'hui dans l'expression écrite ou littéraire. Cela, au détriment d'une vocation qui se refuse à regarder la réalité et préfère se complaire dans une réalité fantasmée qui coupe le Rif et les Rifains de toute connexion avec l'arabe.

Nous refusons tout identitarisme régressif, d'où notre volonté à ne jamais nous construire contre l'Autre mais au contraire à reconnaître la fraternité et la coexistence avec d'autres populations et d'autres langues auxquelles nous accordons également une importance, qu'elles soient liturgiques ou littéraires.

Ceci dit, il ne s'agit pas d'une inversion de la charge. Mais simplement de rappeler, avec verve, que c'est parce qu'il y a discrimination et détermination de l'altérité en tant que Rifain que se sont construites, a posteriori, certaines catégories. C'est parce que les individus ont été rejetés, trop longtemps et violemment, qu'une frange est devenue « séparatiste » ou « communautaire ». Il y a un monde de différence entre exclure et discriminer des personnes pour ce qu'elles sont, et le fait que ces personnes exclues veulent se « sécessionner » parce que discriminées. À charge du Maroc de se réconcilier avec ces pans, et non à les pousser dans leurs retranchements comme pour mieux justifier ses mesures liberticides et sa politique sécuritaire.

Enfin, tout en tenant au principe d'égalité, notre volonté de mettre en évidence que notre particularisme ne s'oppose en rien à notre défense d'un unionisme.

Ce que nous contestons, c'est ce modèle ultra centralisé, de type français, qui s'efforce à homogénéiser. Il est temps pour le Maroc de sortir de ce rapport de domination et

d'entrer dans une ère d'institutionnalisation qui rendra possible le passage vers un nouveau contexte généré par la reconnaissance étatique de cette culture, de son histoire et de donner ainsi aux Rifains la possibilité d'accomplir leur renaissance socioculturelle.

*Chapitre 5*

*Pour un rôle  
diasporique*



Force est de constater que la diaspora marocaine, dans sa grande majorité, a pu avoir un rôle positif et constructif. Du fait de sa distance et son éloignement, elle peut jouir d'une vision plus large et moins frontale des divers événements. Et donc ne pas tomber dans le piège d'une position binaire ou manichéenne du pour ou contre, sans aucune subtilité.

Toutefois, il apparaît que tous les acteurs marocains en Europe n'ont pas joué ce rôle de médiateur de façon judicieuse. Qu'est-ce qui explique que la diaspora marocaine soit parfois tombée dans une sorte de clivage ?

La construction des positions au sein du Hirak ne s'est pas toujours faite de manière neutre. Si certains se sont engagés au travers d'un militantisme construit sur une histoire personnelle, d'autres ont rejoint le mouvement tout en conservant une grille de lecture partisane. Qu'elles soient politiques ou non, qu'elles relèvent des luttes sociales ou non, les différentes sensibilités ont pu parfois entrer en conflit et nuire à l'élan ainsi qu'à la convergence des engagements vers des objectifs communs.

En tenant compte de tous les efforts déployés par les militants rifains de la diaspora, il convient cependant d'opérer un retour critique afin de construire une réflexion plus stratégique dans le but d'affiner une position en évitant l'amalgame des registres. Il s'agit donc de sortir de la lecture personnelle ou partisane pour amener la contestation rifaine vers une maturité politique qu'exige la situation après autant d'actions et de maigres progrès.

Par ailleurs, la question de la représentation est un des principaux problèmes que rencontre cette diaspora qui tente de s'exprimer et de se structurer. Il existe une volonté chez certains de s'arroger et de maintenir une sorte de leadership sans réelle légitimité ou encore sans véritable travail de consultation ou d'analyse des aspirations populaires, tout en usant et abusant sans vergogne des termes de « démocratie » et de « peuple » dans leurs

discours. L'inertie ambiante ainsi que le statu quo qui semble se pérenniser au sein de la diaspora donne l'occasion à certains individus ou à des groupes d'exister, de jouir d'un simulacre de titre, d'une fonction autoproclamée, ou simplement d'un exutoire de ressentiments refoulés sans réflexion profonde sur les problématiques.

Cela, sans véritablement tenter de trouver des pistes de solution : aucun dialogue entamé, aucune concertation avec la population. L'exigence actuelle est à la clarification : qui s'exprime ? Au nom de qui ? En poursuivant quels intérêts ? Avec quelle grille de lecture ? Sous la tutelle de quelles institutions ? Il faut différencier militants, opportunistes et agitateurs, non pas pour discréditer certaines paroles, mais uniquement pour situer les discours et les acteurs en présence.

En outre, cette crise ou course au leadership, tout en la relativisant, engendre des querelles entre les groupes, chacun se réclamant d'une certaine légitimité à parler au nom des Rifains. Certains n'hésitant pas à discréditer les lignes qui divergent de la leur et d'autres jouant l'enchère avec des positions des plus extrêmes, des plus jusqu'aboutistes, comme pour justifier la sincérité par l'exubérance.

Nous soutenons qu'il est plus que nécessaire, après plusieurs années de statu quo, de sortir de ces querelles quant au leadership afin d'entériner un travail de restructuration, en réseau, et une mutualisation des ressources matérielles et humaines.

Tout en évacuant les agitateurs, extérieurs et commandités, dont la volonté de créer la confusion, voire de déchaîner les passions via des discours violents ne produisant que des clivages. Incontestablement, il importe de définir des limites déontologiques. En particulier lorsque le rapport de force est largement défavorable, comme cela est notre cas.

Nous appelons à la création d'un cordon sanitaire pour exclure du dialogue les postures violentes, opportunistes et stériles. Sa présence rappellerait que tous les discours ne se valent pas. On dénombre en effet beaucoup trop de tentatives d'usurpation de cet élan populaire à des fins intéressées, développant ainsi des objectifs parfois bien éloignés des aspirations populaires. Il importe de remettre en question l'ambition de représentation exclusive, tout en maintenant le dialogue ouvert ainsi qu'un espace d'expression citoyen et militant accessible à tous et de façon égalitaire.

Il s'agit donc de sortir de la situation actuelle pour amener la contestation rifaine vers la maturité qu'exige la situation après plusieurs années de militantisme diasporique. D'ailleurs, l'instauration de balises permettant d'avancer plus rapidement est également réclamée par une grande partie, pour ne pas dire la quasi-totalité du monde militant rifain, et plus largement des Marocains d'Europe. Ceux-ci ne se sentent ni à l'aise, ni concernés par les postures extrêmes ou intéressées, qui font justement fuir les militants de tous horizons d'abord mobilisés pour défendre de nobles valeurs.

Nous pensons que la dynamique diasporique se doit d'être d'abord rifaine, car cette région du Rif est au cœur de la contestation, tout en l'inscrivant dans une dimension inter-marocaine, c'est-à-dire d'inclure aussi bien les Rifains que les membres de la diaspora marocaine en général qui demeurent sensibles à ce qui se passe dans le Rif. Et pour que dialogue et avancement il y ait, les institutions marocaines doivent être incluses dans un échange honnête, franc et ouvert.

Si nous sommes conscients qu'il existe un pan de la contestation rifaine qui se refuse à tout échange ou dialogue avec les représentations diplomatiques ou les institutions marocaines, il appartient au Maroc de regagner la confiance de ses citoyens et en l'occurrence de sa société civile

diasporique qui possède une opinion négative des représentations étatiques du pays.

Afin d'apaiser certaines tensions et rétablir la confiance ainsi que le dialogue, nous l'appelons à un véritable travail d'ouverture et de réconciliation pour poser les bases d'un espace marocain diasporique qui permette de repenser les particularités de la marocanité.

La contestation rifaine a vu se développer des solidarités partout au sein de la diaspora. Une partie non négligeable de celle-ci a véritablement soutenu cette dynamique démontrant par là sa confiance : non à la contestation en tant que telle, mais plutôt aux valeurs portées par celle-ci et parce qu'elle les incarne.

Se refusant à tout repli pour lui préférer un élan populaire et de concert avec toutes les expressions démocratiques présentes dans le Rif et au Maroc, les solidarités diasporiques rappellent que la principale revendication commune à l'ensemble des Marocains est l'importance d'un changement dans le pays : que les services les plus essentiels et les libertés les plus fondamentales soient accordés aux individus.

Reste à cette diaspora à relever le défi de devenir une force de proposition ainsi qu'un soutien aux initiatives ou aux actions au Maroc à travers un suivi des revendications et des avancements dans les divers domaines, par un travail intègre et une ligne claire.

## *Chapitre 6*

### *Ce que nous défendons*



Nous ne nous reconnaissons pas dans le fatalisme. Notre postulat est construit sur la conviction que le changement est possible et réalisable. Il est possible d'instiller un renouveau politique au Maroc avec des mesures sociales essentielles au bien-être de la société en général et pour la région rifaine en particulier.

Nous ne considérons pas l'Etat comme étant le gardien d'une morale et comme le protecteur d'une confession au-dessus des autres. Nous lui préférons une pluralité confessionnelle ainsi qu'un sécularisme politique. Ces deux dispositions peuvent garantir une équidistance avec les convictions, et proscrire toute instrumentalisation ou mainmise à des fins politiques.

Nous appelons au respect strict des droits humains comme indivisibles, interdépendants et universels. Et cela, dans un cadre global de défense des libertés collectives et individuelles ainsi que des droits des minorités. Dans cette optique, le Maroc doit urgemment adopter une plus grande tolérance envers tous, quelles que soient les orientations philosophiques, les appartenances politiques ou les mœurs. Chaque individu doit être totalement libre de sa conscience, de sa raison, de ses orientations diverses, de ses choix, de ses idées et de les exprimer publiquement.

Nous accordons une importance à la lutte pour l'émancipation de l'individu et plus particulièrement à son autoémancipation, loin de tout contrôle social. Dans cet esprit, nous réclamons l'émancipation des Rifains au Maroc et donc une égalité dans tous les domaines entre les citoyens. Nous faisons ce pari osé car nous restons convaincus que l'évolution du pays passe par une égalité complète entre les citoyens des différentes régions.

Nous sommes opposés à toute politique assimilationniste et toute marginalisation linguistique et culturelle. Nous militons afin que les citoyens soient égaux et non identiques. Il convient donc que le Maroc ne se limite pas à

la reconnaissance d'une spécificité régionale au Rif. Cela implique de sa part de cesser les censures mémorielles portant notamment sur la période de la République du Rif ou encore de laisser à l'abandon un patrimoine historique. Que cette histoire riche et spécifique ne soit plus en partie occultée mais au contraire qu'elle soit enseignée.

Nous opposons un refus à toute ingérence externe dont les machinations serviraient d'autres intérêts que ceux des citoyens. Nous ne souhaitons que servir l'intérêt général et travailler dans un esprit conforme aux exigences de loyauté à l'égard des revendications populaires.

Nous sommes dans l'optique selon laquelle il devient impératif de proposer aux citoyens une alternative pour un changement nécessaire et responsabilisant : à la hauteur de leurs convictions, aspirations et ambitions légitimes. Le Maroc ne peut y parvenir qu'avec la participation et l'acceptation d'une critique honnête de sa diaspora que lui-même avait poussée jadis sur les routes de l'exil.

Nous ne désirons pas nourrir ou promouvoir des discours ou postures de rupture partant du principe selon lequel cela ne peut s'avérer que contre-productif. En plus de nous faire des relais de la situation actuelle dans le Rif pour informer de ce que le Maroc semble vouloir cacher à l'Europe, nous l'exhortons à sortir de sa spirale de violence et de son mutisme et à entrer en dialogue constructif avec la société civile.

Nous nous érigeons contre tous les obstacles à la liberté d'expression. Au Maroc, et dans le Rif en particulier, les expressions de contestation ou d'opposition sont littéralement entravées, interdites même lorsqu'il s'agit de manifester publiquement. Aucune n'est possible sans qu'elle ne soit réprimée, les organisateurs arrêtés ou poursuivis devant un tribunal pour divers motifs dont le plus récurrent est l'atteinte à la sûreté de l'État. Ce prétexte, et d'autres, que nous estimons infondés et fallacieux, ne

doivent jeter le discrédit sur une lutte légitime et des militants dont la loyauté ne peut que témoigner de leur sincérité.

Nous récusons tous les discours politiques allant à l'encontre de la participation et du débat démocratique, ou qui contribuent à la sclérose du débat politique. Trop de discours politiques mainstream au Maroc participent d'une fabrique du renoncement. Ils contribuent, volontairement, à préparer les esprits à une entreprise politique dont l'objectif invoué est de reprendre et maintenir le contrôle des différents champs de pouvoir. Nous sommes d'avis qu'il est impératif, pour le pouvoir en place, de composer avec des dynamiques nouvelles initiées par la population.

Nous appelons à une critique radicale du pouvoir en place et de ses institutions. L'objectif n'étant pas une critique des effets qui laisse intactes les causes. A contrario, notre volonté est de normaliser une critique radicale qui plonge davantage dans les profondeurs matricielles de la société marocaine, et révéler les racines des problèmes structurels. Il ne s'agit donc pas d'une critique du pouvoir en place uniquement pour son action, mais aussi et surtout pour ce qu'il est. Ce questionnement est philosophico-politique car l'idée est d'en saisir l'essence, la nature même de ce système.

Nous défendons l'idée selon laquelle il devient impératif de sortir de la logique dualiste qui oblige, soit à l'acceptation ou a contrario à la table rase. Il y a bien évidemment d'autres voies et celle initiée par le Hirak du Rif en est une : elle repose la question de la nature de la société souhaitée tout en prenant en compte l'histoire, la culture, le contexte politique et socio-économique afin de faire surgir les concepts capables de permettre un saut qualitatif et, surtout, de passer de l'idée à sa concrétisation. Donc mettre à nu ce système, c'est-à-dire dévoiler son essence. Et ne pas se contenter de poser le doigt sur certaines conséquences

négatives car cela ne touche pas à la nature même du système.

Nous pensons que les transformations structurelles, de fond, induisent nécessairement un changement systémique. Si le système veut se maintenir comme tel, il ne procédera pas à des transformations structurelles, mais uniquement à des réaménagements formels en maquillant la réalité politico-sociale ou par des effets d'annonce. Si nous luttons pour modifier les structures du système, le système cédera la place à un nouvel ordre.

Nous encourageons les dynamiques bottom-up, du bas vers le haut. Si les soulèvements dans le Rif demeurent l'action des classes populaires, il convient toutefois de souligner le rôle néfaste d'une bourgeoisie compradore. Une bourgeoisie qui a tout intérêt à ce que ce système soit pérenne.

Nous nous opposons à ladite bourgeoisie, de même qu'à la classe dirigeante réactionnaire, une élite politique prédatrice, qui ont tant méprisé le peuple rifain. Nous nous opposons à ceux-là mêmes qui, d'autorité, prétendent donner des leçons de morale et de démocratie. En réalité, plus que de simples leçons, il s'agit pour ces classes d'imposer à tous une idéologie dominante. Ainsi, l'Etat devient un instrument essentiel à la domination et à son modèle culturel. En effet, cette bourgeoisie aliénée culturellement est l'un des vecteurs du capitalisme sauvage, soumise au consumérisme et au « matérialisme vulgaire ». Sa modernité est de pacotille, et sa culture, celle d'une jouissance parasitaire.

Nous sommes en faveur d'un modèle culturel qui se refuse à la domination bourgeoise compradore de la culture, laquelle s'autoqualifie d'« universelle » comme pour mieux supplanter les cultures autochtones. Une domination dont la vocation réelle est davantage de servir de levier de contrôle social, politique et économique, au profit d'une

caste intéressée. Notre affirmation culturelle amazighe, et rifaine en l'occurrence, nous permet une démarcation nette avec les compradores de même qu'avec les injonctions d'un modèle culturel unique et hégémonique.

Nous supposons que le moteur des transformations sociétales, de façon profonde, ne peut qu'être une dynamique qui soit exogène à cette nomenclature. Le changement ne peut émaner que de ceux qui, précisément, luttent dans la quête de justice sociale et d'égalité. Ainsi, le militantisme rifain contestataire doit être compris comme l'expression populaire de la quête universelle de justice sociale, autrement dit, il est la forme que prend la lutte égalitaire chez ceux que l'on discrimine et marginalise le plus.

Nous militons pour un Maroc qui développe une vocation d'inclusion. Notre posture ne se cantonne donc pas à des revendications économicistes mais également sociétales. Elle invite à dépasser les approches ou analyses à partir d'une réalité aliénée, y compris dans les luttes sociales. S'il convient d'accorder l'attention nécessaire aux revendications « urgentes », le projet que nous soutenons, conjointement avec la population rifaine, enjoint à dépasser l'immédiateté des luttes sociales spécifiques (tout en les considérant).

Nous souhaitons entretenir l'esprit qui a animé le Hirak du Rif et en dégager une idée, une aspiration, un programme. Il va sans dire que lorsque l'action n'est pas précédée par l'idée, elle risque d'être réduite à une simple agitation, ce que le mouvement rifain n'est pas. En effet, la contestation rifaine a toujours veillé à ne tomber aucunement dans l'affect infantile qui réagirait émotionnellement.

Nous invitons à un travail de déconstruction des cadres idéels officiels, via une ambition qui se veut davantage subversive.

Nous exhortons le pouvoir en place à cesser d'entretenir l'idée que les Rifains constituent perpétuellement un danger interne au Maroc pour la stabilité du pays. Un discours essentialiste, qui envisage l'appréhension du Rif et des Rifains de façon très spécifique, il se hasarde à expliquer des phénomènes sociohistoriques comme innés – biologiques ou culturels. Les Rifains, en plus d'être des rebelles nés, constituent une conspiration permanente contre le Maroc. Au-delà des formes simples de préjugés à l'encontre des Rifains, ce racisme larvé se distingue par son caractère populiste, ethnocentriste et culturaliste. Il fournit un cadre pour interpréter, pour analyser de façon simpliste une situation extrêmement complexe, et résume leur discours en une phrase : la lutte contre les Rifains (présentés comme rebelles) est celle pour l'unité du pays. Garantir l'unité nationale implique de neutraliser les Rifains. Le racisme est la conséquence logique de cette rhétorique raciste.

*Chapitre 7*

*Ce que nous  
réclamons*



Nous appelons à une remobilisation de la société civile rifaine et nationale. En finir immédiatement entre d'une part : la démission de certaines élites intellectuelles, l'échec des leaders autoproclamés, l'anachronisme des partis politiques, la division entre notamment pans réactionnaires et progressistes. Et, d'autre part : la violence de la répression du pouvoir en place, parfois même par le biais de l'instrumentalisation de la justice, ce qui d'ailleurs s'est avéré très dissuasif envers différentes médiations, privant parfois la contestation rifaine de compétences et de capacités de production d'idées, nécessaires pour la conscientisation, l'orientation et les perspectives.

Nous tenons à ce que l'opprobre à l'encontre de la contestation rifaine cesse, surtout lorsqu'il émane de la sphère politique marocaine. Le militantisme rifain a toujours plaidé et veillé à harmoniser l'intérêt particulier du Rif avec l'intérêt général de la population. Cela, par considération prioritaire de son intérêt à long terme, tout en faisant abstraction de l'hostilité viscérale envers un monde politique marocain indigent.

Nous exigeons le respect pour notre drapeau (celui de la confédération des tribus du Rif), pour notre mémoire, et surtout, sans l'opposer au drapeau national. Nous invitons ceux qui crient hâtivement au complot séparatiste à sortir des simplismes et des caricatures pour faire l'effort de comprendre ce que le drapeau de la confédération des tribus du Rif représente aux yeux et dans le cœur des Rifains. Celui-ci incarne le principe de la démocratie, de la liberté et rappelle la résistance pour la dignité. Le dénigrer est plus qu'une atteinte, c'est manquer de respect à notre histoire, à notre patrimoine culturel et nos martyrs.

Nous attendons des instances diplomatiques marocaines qu'elles cessent leur traitement inégalitaire et leur stratégie si grossière de réaction. Celle-ci consiste à soutenir des contre-manifestations ou à diffuser des contre-discours à la contestation rifaine. L'objectif étant de discréditer la parole

de ses opposants pour célébrer un Maroc imaginaire. Un travail détaché de toutes ces bassesses grandirait les instances marocaines et les réconcilierait avec des militants rifains honnêtes, clairs dans leurs revendications et convaincus de leur droit sans constamment devoir se justifier.

Nous plaillons pour la nécessité de création d'espaces d'expression pour les Marocains d'Europe, espaces plus larges et plus engagés que ceux déjà existants. Redorer la citoyenneté marocaine et rompre avec le fichage ou autres contrôles sécuritaires, stratégie d'intimidation de la contestation. Et enfin bannir la « hogra » (mépris) des rapports qui lient le citoyen avec l'Etat ou ses truchements.

Nous revendiquons l'avènement d'un Etat de droit, compatible avec la liberté effective. Une démocratie constitutionnelle et parlementaire, fondée sur les principes de la liberté, des droits du citoyen. Que la contestation rifaine puisse manifester sans craindre de se faire molester, arrêter ou encore emprisonner. Autoriser et ne pas entraver, ni interdire, ni réprimer, les manifestations relatives aux aspirations rifaines.

Nous requérons l'amnistie générale pour les prisonniers politiques ou d'opinion, les exilés et les membres de la diaspora susceptibles de se faire emprisonner pour leurs actions ou propos politiques. Si les grâces royales ont été des signaux de décrispation, il est temps pour le pouvoir en place de mettre un terme à cette logique qui consiste à nier sa détention de prisonniers politiques ou d'opinion, en les présentant comme des prisonniers de droit commun.

Nous sollicitons, de la part du pouvoir en place, un travail de vérité sur le Rif et ses contestations : dans la continuité de l'instance « Équité et réconciliation ». Enclencher un véritable processus de réconciliation entre le Rif et la Nation, ainsi qu'une meilleure compréhension de tout ce passé dont on hérite des blessures qui ne se pansent pas. Un

travail de mémoire et d'introspection, dont la concrétisation traduirait une volonté étatique de rompre avec son logiciel répressif prégnant et ainsi entamer sa marche vers une reconquête du cœur des Rifains, prélude à la réappropriation et à la réaffirmation de l'identité marocaine.

Nous demandons l'arrêt de cette infantilisation de la part du pouvoir en place à l'égard de la population rifaine. Celle-ci participe des stéréotypes. Si beaucoup de Rifains ont souvent le sentiment de ne pas être considérés, c'est qu'il convient de rappeler que le plus souvent tout se décide et se règle à huis clos et dans la capitale. Or, la contestation rifaine a toujours souhaité une dynamique plus démocratique, plus proche du citoyen et qui implique le plus possible les principaux intéressés. Une politique qui replace les Rifains au cœur des choix à prendre. Une population qui souhaite se poser désormais en acteur du destin régional et national.

Nous défendons l'idée d'un Maroc fédéral dans lequel le Rif aurait toute sa place en tant que région à part entière. Cela, en soulignant notre volonté de garantir une solidarité interrégionale et une union nationale. La reconnaissance du Rif en tant que région géographique et historique, entité d'un Maroc allant au bout de sa logique de régionalisation avancée, tant promue par le pouvoir en place.

Nous appelons à l'égalité entre les régions et attendons du Maroc qu'il honore ses déclarations et ses promesses. En effet, si nous prenons acte de ses déclarations par lesquelles il entend garantir aux provinces du Sud de gérer leurs affaires d'une façon directe et démocratique via un projet d'autonomie, le principe d'égalité garanti par la constitution impose à l'Etat un traitement équivalent aux provinces du Nord.

Nous tenons à l'élaboration d'un programme à long terme de redéveloppement et de redressement économique de la

région. Une sorte de plan Marshall qui puisse impliquer une nouvelle analyse ainsi qu'une stratégie plus ambitieuse pour le Rif. Si l'on espère la concrétisation des projets « Marchica », « Nador West Med » ou encore « phare de la Méditerranée », il devient opportun de rompre avec un centralisme étatique en procédant à une régionalisation de certaines compétences et en pensant globalement le Rif au travers d'investissements conséquents.

Nous insistons sur l'importance de sortir du faux antagonisme entre amazighité, islamité et arabité. Si nous nous refusons à toute politique assimilationniste, nous ne pouvons qu'affirmer que la population rifaine est dans sa majorité écrasante musulmane et que son moyen de communication du quotidien demeure la graphie arabe. Notre amazighité n'incite aucunement à s'écarter de nos origines diverses ou de nos identités complexes. Au contraire, elle tend à rappeler un attachement séculaire à la civilisation musulmane à laquelle elle a abondamment contribué. Quant à la langue arabe, elle demeure une langue dont l'importance spirituelle lui confère la place qu'elle a chez les Rifains.

# *Conclusion*



Il convient de se donner pour tâche de penser le Rif dans sa totalité, et sur tous les plans. De son histoire à sa diaspora, en passant par sa relation houleuse avec le pouvoir en place.

Certainement, il devient urgent d'en finir avec ce patriotisme de pacotille avec lequel on nous assène à la moindre contestation, et qui ne fait que surfer sur les clivages tout en réduisant à un soumissionnisme stérile.

Si nous souhaitons protéger notre pays d'origine, alors il convient d'entrer en dialogue afin de construire, avec le concours de l'Etat, un projet progressiste qui profite à tous sans gommer les spécificités de chacun.

Loin de tout repli mais de concert avec le reste de la Nation. Cependant, la solidarité suggère une citoyenneté marocaine de conviction et non d'intérêt. Et la liberté suppose de pouvoir vivre dans une société qui s'assume et qui ne s'effraie pas de la contradiction et du débat.

Nous pensons que l'heure est venue de dépassionner, de dédramatiser ce qu'il convient de nommer « la question du Rif » et entamer des échanges francs et honnêtes au sein de la population rifaine, mais aussi avec les institutions marocaines, en toute clarté et indépendance.

Nous confortons l'idée selon laquelle le Maroc ne peut que rompre avec son anachronisme politique, grâce à de nouveaux chantiers, à des ouvertures franches vers le militantisme critique. Son devenir passe par son regard sur sa propre histoire, et donc celle du Rif. Notre pays d'origine n'a pas encore pansé complètement les blessures de son passé, et peine à regarder sereinement vers le futur.

Nous concernant, nous ne comptons pas sombrer dans la nostalgie d'un Rif révolu pour entretenir notre histoire, notre mémoire, notre patrimoine. Notre génération doit repenser son Rif et procéder à sa renaissance socio-culturelle avec une conviction politique aussi forte que leurs

ascendants. Nous connaissons notre réalité rifaine, la rage de justice et les stigmates à porter. Néanmoins, il ne s'agit pas de battre sa coulpe et d'auréoler les martyrs qui ne demandaient qu'à vivre.

Assurément, définir une lutte par la violence subie, aussi choquante et intime soit-elle, peut parfois décourager, ou pire, donner raison aux violents à la tête de l'Etat. Surtout lorsque l'on connaît l'attachement des Rifains à leur attitude de non-nuisance, de respect, de bienveillance, de refus de domination de l'Autre.

Très certainement, la contestation rifaine est entrée dans une nouvelle étape de sa mobilisation, la phase lors de laquelle se développe une pensée philosophique et politique forte.

Cela, avec une lecture nouvelle, audacieuse et avant-gardiste des épopées héroïques du Rif. La volonté d'honorer une lutte qui, en plus de la légitimité, doit se préserver des possibles manipulations et s'élever au rang des idées, des valeurs et des principes.

Une rifainité qui ne peut aucunement être envisagée comme un repli ethnique, mais plutôt une ouverture radicale à l'universel, à tout ce qui engage sur la voie de l'autoémancipation, à partir d'un héritage spécifique. Condition absolue pour dépasser la psychologie victimaire, une impasse incontestable.

Il n'est plus question pour la diaspora de rester simple observateur, même privée de son droit de vote. Mais plutôt de devenir une force de proposition, ou de pression, pour soutenir les dynamiques populaires ou prévenir les relents autoritaires et antidémocratiques d'un pouvoir qui peine à sortir de l'impasse que constitue la violence.

Sortir de cette vision pernicieuse qui consiste très souvent à réduire la diaspora dans un rôle géopolitique unique.

Alternant une volonté de contrôle avec une mise à distance, les membres de la diaspora sont vus à la fois comme une source de possibilités et de peurs diverses.

Les Rifains, ici et là-bas, en se drapant du drapeau de la confédération, en hissant le drapeau amazigh, en demandant à ne discuter qu'avec les véritables détenteurs du pouvoir, en demandant un autre projet de société, ont questionné les fondements mêmes du Maroc. À ce dernier à y répondre, par des changements significatifs, un renouveau politique, une fédéralisation, et en ôtant sa tenue de « combat » ainsi qu'en déposant sa matraque.

Enfin, nous avons décidé de donner une chance au Maroc démocratique. De croire au changement. Croire consiste à entrer dans une relation de confiance, avoir foi en ses actions et son avenir. L'important est de ne pas croire aveuglément, mais être capable de faire la part des choses, de croire en remettant en cause, en cherchant des pistes de solution.

Reste au Maroc à croire en nous, aux Rifains, à ceux qui osent lui dire « stop » lorsqu'il se perd ou part dans la mauvaise direction. C'est cela aimer son pays, loin des slogans, dans une relation sincère, parfois houleuse mais toujours honnête.



# *Table des matières*

Préambule.....	5
Introduction.....	11
Chapitre 1 : Hirak du Rif, une étape clé .....	19
Chapitre 2 : Pour les principes de liberté, de dignité et de justice sociale.....	27
Chapitre 3 : Pour l'autonomie et le fédéralisme.....	33
Chapitre 4 : Pour reconnaissance et une renaissance culturelle .....	41
Chapitre 5 : Pour un rôle diasporique.....	49
Chapitre 6 : Ce que nous défendons .....	55
Chapitre 7 : Ce que nous réclamons .....	63
Conclusion.....	69

Ce manifeste a pour but de remobiliser la contestation diasporique rifaine afin d'affronter les nouveaux défis auxquels elle doit faire face. Ce texte ne se veut aucunement exhaustif ou définitif, mais plutôt comme la synthèse actuelle des principales thématiques susceptibles d'être reconsidérées par les militants rifains de la diaspora. Il invite à une introspection, à un dialogue honnête et à évacuer les faux antagonismes. Cela, avec une volonté de conciliation et de convergence vers des solutions collectives. Une proposition à réinventer cette mobilisation pour mieux répondre aux nouvelles donnes, en fidélité avec son esprit de départ.

Il a été codirigé par :

Fouad Benyekhlef  
Ali Nacihie

Mohamed Aadel  
Fikri Ettalhaoui

Parmi les signataires de ce manifeste :

Hafid Thifridjas  
Najib Amazigh  
Tawmat Faysal Ithran  
Ali Amajao  
Karima Harraz  
Mariam Laziri  
Wafila Saïdi  
Soad Okbih  
Abderrahman Al Aissati  
Abdehafid Daoudi  
Hamid Bousseadra-Umaghnuj  
Boujamâa Amaghnouj  
Saïd Ettaarabti  
Mohamed Majidi  
Soufiane Bokariouh  
Mohamed Akouh  
Mohamed Achahbar  
Mehammed Driouach  
Mohammed El Mourabit

Hanin Berkani  
Saïd El Amrani  
Saïd El Kajdouhi  
Abdelmajid El Hakkouni  
Saïd El Farsi  
Mekki Lakkbir  
Othman El Guezenay  
Mohamed Bouchayoua  
Kamal Saïdi  
El Alamine Tahtah  
Redouan Bouzzit  
Kamal Sebaie  
Mohamed El Oihmi  
Karam Attahiri  
Samir Jabellah  
Abdelmalek Zaghari  
Jaouad Bohouta  
Abdelbasit El Garroudi  
Adil El Hadj  
Moustapha Draoui

ISBN 978-2-9602439-2-5

